

# KAMEL ABDALLAH

Directeur général de Canal Sugar

## Jean-Michel Severino, président d'Investisseurs & Partenaires

Je soupçonne que nous allons maintenant être confrontés à une situation différente, avec M. Abdallah au Moyen-Orient, qui a ses caractéristiques, notamment en ce qui concerne l'environnement et la géographie de cette filière essentielle, et nous sommes ici bien placés pour discuter de ces problèmes.

## Kamel Abdallah, directeur général de Canal Sugar

Tout d'abord, merci à tous d'être toujours avec nous, je sais que nous nous tenons entre vous et votre pause du soir. Il s'agit d'un sujet très important, en particulier au Moyen-Orient, mais la bonne nouvelle pour le Moyen-Orient est que la sécurité alimentaire nationale est un sujet de préoccupation depuis au moins 30 ans. Même si ce sujet est devenu un sujet brûlant dans le monde entier, nous l'abordons depuis longtemps. Cependant, des changements majeurs sont survenus au fil des ans, surtout au cours des huit dernières années, en ce qui concerne la façon dont nous envisageons la sécurité alimentaire nationale.

Permettez-moi de souligner que je viens du secteur privé, mais le rôle ou les projets que nous réalisons s'inscrivent dans le cadre de partenariats public/privé avec les gouvernements. Par exemple, au Qatar, il y a quelques années, nous avons transporté des vaches par avion, le premier pont aérien de vaches, et nous avons travaillé pendant un à deux ans pour garantir au Qatar une autosuffisance à 100 % en produits laitiers. Comme cela a été dit, nous travaillons aujourd'hui en Égypte pour assurer à nouveau l'autosuffisance en sucre en procédant à la bonification des terres d'une zone désertique aussi grande que Singapour en utilisant des technologies de rupture ou des technologies nouvelles.

Parlons de la sécurité alimentaire. Commencer dans la région était facile, c'était une question de disponibilité, d'accessibilité concrète et financière. Essentiellement, les gouvernements importent de la nourriture parce que seulement 3 % de nos terres sont aptes à l'agriculture, donc, selon les pays, autour de 97 % des terres ne disposent pas du sol ou de l'eau nécessaire à l'agriculture. Les gouvernements disposent de beaucoup d'argent et importent et subventionnent des programmes alimentaires dans toute la région. Par exemple, en Égypte, 70 millions de personnes sur environ 110 à 120 millions d'habitants reçoivent une sorte de subvention alimentaire pour le pain. Cependant, ce modèle n'est pas durable, les prix du pétrole n'augmenteront pas toujours et nous avons entendu plus tôt dans la journée qu'ils pourraient commencer à baisser. Les gouvernements ne peuvent pas continuer à enregistrer des déficits budgétaires et nous avons eu une autre complication avec la crise sanitaire dans la région. Nous avons le taux de diabète le plus élevé, voire le deuxième, au monde. Au fil des années, le diabète et les problèmes cardiaques commencent à se développer tôt, ils surviennent au début de la quarantaine, contre la cinquantaine dans d'autres régions du monde. Là encore, les gouvernements ont réagi en dépensant de l'argent pour les soins de santé, d'abord en envoyant les personnes à l'étranger, puis en créant des hôpitaux. Maintenant, ils se rendent compte que cela n'est pas non plus durable : il n'est pas durable de subventionner les aliments importés ou de continuer à dépenser de l'argent pour soigner les

malades atteints de maladies chroniques. C'est désormais vers cela que la sécurité alimentaire a évolué, il s'agit de bien-être et de nutrition, et non plus simplement de mettre de la nourriture dans le ventre des pauvres ou des riches, il s'agit de s'assurer qu'ils ont la bonne nourriture afin qu'ils ne tombent pas malades et qu'on ne dépense pas d'argent en insuline pour traiter leurs problèmes de sucre.

Avec ce changement d'approche en matière de sécurité alimentaire dans la région, nous avons dit que nous avons désormais besoin d'une bonne nourriture, que nous ne pouvons pas continuer à importer parce que, pour plusieurs raisons, elle est chère et nous ne voulons pas que les gens continuent à manger des aliments malsains. Nous travaillons désormais à garantir une certaine forme d'autosuffisance, ou au moins une part raisonnable de production agricole nationale, et c'est là que les choses sont en train de changer.

Qu'est-ce qui a rendu cela possible ? La technologie pure et simple. Sans technologies de rupture, nous n'aurions pas pu reconquérir le désert, optimiser la production et minimiser la consommation d'eau, ni développer des rendements plus élevés pour les vaches, le sucre et dans tous les domaines de l'agriculture. Nous sommes certainement confrontés à de nombreux changements, les secteurs public et privé ont des attentes différentes, et il existe un décalage majeur en matière d'objectifs, d'attentes, de délais et de retour sur investissement. Vous pouvez ajouter à cela un autre élément : nous avons vraiment toujours besoin de recherche et développement, de R&D, et nos entreprises régionales – et j'ai dirigé deux des plus grandes entreprises du secteur agricole – n'ont pas le financement nécessaire pour réaliser des investissements importants en R&D.

C'est pourquoi le troisième élément dont nous avons besoin dans les partenariats public/privé, ce sont les universités. Les universités de la région sont bien financées, je suis un ancien universitaire, mais malheureusement, de nombreuses universités préfèrent un indice de recherche plus élevé à une recherche pertinente. Dans l'industrie, nous savons que chaque fois que nous parlons du monde universitaire, ils disent : attention, ces gens font des recherches qui prouvent que les aveugles ne conduisent pas. Leur impact est pertinent pour la recherche, il suffit de les relier à la sécurité alimentaire, aux gouvernements, aux décideurs politiques et au secteur privé.

La situation actuelle est la meilleure possible, car la sécurité alimentaire est l'objectif final. Les investisseurs ne courent plus après les immeubles et les biens immobiliers et les gens envisagent d'investir dans l'agriculture. Cependant, c'est aussi la période la plus difficile car, comme cela a été mentionné, lorsque l'on considère une terre saine, une eau saine, un aliment sain, tout cela contribue à un être humain en bonne santé et aujourd'hui nous sommes confrontés à plusieurs goulots d'étranglement, surtout si l'on y ajoute la situation géopolitique régionale. Les tensions que nous avons vues ici précédemment reviennent très rapidement et sont de plus en plus alimentées par des questions agricoles ou hydriques. Par exemple, les problèmes d'eau auront un impact sur l'approvisionnement alimentaire et l'agriculture de la Turquie, de la Syrie, de l'Irak, ainsi que sur l'approvisionnement en eau de l'Éthiopie, du Soudan et de l'Égypte. À cela, vous pouvez ajouter que tous ces pays utilisent des eaux souterraines partagées et que, à mesure que nous procédons à la remise en état des terres, nous utilisons ou peut-être surexploitions les eaux souterraines. Nous nous retrouvons donc avec beaucoup de problèmes. Espérons que la technologie viendra à la rescousse et qu'au lieu d'avoir beaucoup de vaches pour la viande, nous obtiendrons notre énergie de protéines alternatives afin d'avoir moins de vaches, moins d'émissions de gaz, tout en ayant une alimentation plus saine.

Je vais m'arrêter ici et attendre les questions-réponses, sinon pour répéter que la technologie a sauvé la région en matière de sécurité alimentaire et que la région a été l'une des



pionnières dans la promotion de la nutrition et avec un objectif de nutrition saine au lieu de simplement plus de nourriture.

**Jean-Michel Severino**

Merci beaucoup, Kamel, pour tous ces messages et particulièrement deux dont je pense que nous nous souviendrons tous. Il y a d'abord le message sur la santé et la situation du diabète et des maladies cardiaques, qui s'applique également en Afrique subsaharienne avec un changement majeur dans les défis sanitaires. Deuxièmement, il y a cet appel à la technologie et à la science comme moteurs d'une production alimentaire durable.